



**CNRS-INSERM
INRIA-IRD-INED**

Le mardi 18 mars 2014 pour la défense de la protection sociale contre la politique d'austérité.

Un refrain que nous connaissons depuis trop longtemps : les caisses de l'État seraient vides, ce qui justifie selon le gouvernement et le Medef de baisser les dépenses publiques de 50 milliards d'euros pour les 3 ans à venir. Il n'y aurait pas d'autre solution que l'austérité. Et tant pis si elle enfonce le pays plus profondément dans la crise.

Pourtant d'ici 2017, c'est *entre 30 et 35 milliards d'euros* de baisse des cotisations patronales dont vont bénéficier les entreprises via le pacte de responsabilité. Ceux-ci vont s'ajouter aux 180 milliards d'euros par an d'aides publiques aux entreprises, sous forme d'exonérations sociales et fiscales. La France en 2013, avec 50 milliards de dollars, est le troisième pays au monde en termes de distributions de dividendes aux actionnaires (après les États-Unis et le Royaume-Uni !) et le premier de l'Europe (avant l'Allemagne !!).

L'argent est là ! Il faut aller le chercher là où il est : dans les caisses du patronat et non dans les poches des salariés.

Le « Pacte de responsabilité » propose au contraire d'exonérer le patronat du financement des allocations familiales en transférant, des entreprises vers le budget de l'État, la charge du financement de la politique familiale. Ce nouveau cadeau au patronat remet en cause notre système de protection sociale. C'est une confiscation pure et simple d'une partie de notre salaire destinée à financer notre protection sociale. C'est une attaque contre la sécurité sociale de tous qui est en jeu.

Les personnels titulaires et contractuels de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche n'échappent pas aux conséquences du « Pacte de responsabilité ».

- Encore des cadeaux aux entreprises alors qu'elles bénéficient du Crédit impôt recherche (CIR) dont le montant a été multiplié par 3, passant de 1,8 à 5,8 milliards par an sans que cela se traduise par des dépenses en Recherche & Développement plus importantes. Selon la loi Fioraso, l'enseignement supérieur et la recherche devront focaliser leurs efforts sur le renforcement de la compétitivité de l'économie (c'est-à-dire la capacité à réaliser des profits). Ce qui ne peut qu'inciter les grands groupes à externaliser leurs activités de R&D vers les laboratoires de recherche publique
- Encore des cadeaux aux entreprises, alors que le gel de la valeur du point d'indice depuis le 1er juillet 2010 a considérablement dégradé le pouvoir d'achat des fonctionnaires et que la dépréciation des carrières et le tassement des grilles ont atteint des niveaux insupportables. Le coût de 1% d'augmentation de l'ensemble des salaires des fonctionnaires est estimé à 1 milliard par an : nous sommes loin des dizaines de milliards octroyés aux entreprises.
- Encore des cadeaux aux entreprises, alors que des nombreux contractuels sont licenciés sans espoir de pouvoir exercer le métier pour lequel ils se sont formés. La précarité massive (30 à 40%

des effectifs selon les organismes) déstabilise les laboratoires et les services. Voilà un vrai gâchis humain qu'il est urgent de faire cesser, en allouant aux universités et aux organismes de recherche la masse salariale suffisante pour stabiliser ces jeunes scientifiques sur des postes de fonctionnaires. Les universités et les organismes de recherche payent un lourd tribut à l'austérité en cette année 2014 et toutes les campagnes de recrutement sont au rouge. OUI il faut développer l'emploi scientifique pour relancer l'économie et répondre aux besoins.

- Encore des cadeaux aux entreprises, alors que l'austérité et les restructurations affectent durement les collectifs de travail. Surcharge de travail, compétition et pressions constantes pour trouver des financements, autoritarisme des méthodes de management, perte du plaisir à travailler : c'est la souffrance au travail qui domine.

L'austérité réduit la demande ; cela réduit le marché des entreprises qui réduisent leurs effectifs pour maintenir leur profit.

C'est en pariant sur les qualifications, sur la formation, sur un service public national d'enseignement supérieur et de recherche, émancipateur et démocratique, que notre pays pourra retrouver les clés de la maîtrise de son avenir.

Le SNTRS-CGT appelle les personnels de l'Enseignement supérieur et de la Recherche à rejoindre le mouvement et la grève du 18 mars des personnels de la Sécurité Sociale et des allocations familiales.

TOUS ENSEMBLE, faisons grève et manifestons le 18 mars 2014 pour exiger

- le maintien des cotisations patronales sur la branche famille, partie intégrante de notre salaire et l'annulation de la décision gouvernementale concernant le transfert des cotisations,
- l'abandon du crédit impôt recherche et le contrôle strict de toute mesure incitative concernant la R&D, et son conditionnement au développement de la recherche industrielle et de l'emploi scientifique,
- aucune exonération de cotisations patronales ou crédit d'impôts sans engagement ferme de maintien d'activité et de création d'emplois sur le territoire,
- l'augmentation des salaires dans le public comme dans le privé. Pour la fonction publique, cela passe par le dégel de la valeur du point d'indice et des négociations sur l'évolution des carrières et des grilles,
- une véritable politique de santé au travail et d'action sociale,
- arrêt des suppressions d'emplois, résorption de la précarité et créations de postes dans l'ESR partout où c'est nécessaire.

**Le « Pacte de responsabilité »
c'est tout bénéf pour le MEDEF**

Villejuif, le 6 mars 2014